

LOCAL NEWS AFRICA
VOTRE PUBLICITÉ ICI
Touchez une audience engagée sur le continent !



- AUDIENCE CIBLÉE & LOCALE
- VISIBILITÉ MAXIMALE
- ENGAGEMENT ÉLEVÉ
- CROISSANCE ASSURÉE

RÉSERVEZ VOTRE ESPACE

Contactez-nous: contact@localnewsafrika.com | +229 01 432 411 55 | www.localnewsafrika.com/publicite

COING

à Cotonou, la société civile francophone renouvelle sa direction et ouvre un nouveau cycle

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **29 sept. 2026 à 12:06**



Cotonou a accueilli, les 28 et 29 septembre 2026, la XVI^e Assemblée plénière de la Conférence des organisations internationales non gouvernementales de la Francophonie (COING). Réunis autour de la paix, de la résilience des territoires et d'une prospérité partagée, les représentants de la société civile francophone ont également renouvelé les instances dirigeantes de l'organisation pour la période 2026-2028.

Cette rencontre intervient à quelques semaines du XX^e Sommet de la Francophonie, prévu les 15 et 16 novembre 2026 à Phnom Penh, au Cambodge. Les travaux de Cotonou doivent contribuer à faire émerger les recommandations

que la société civile francophone entend porter auprès des chefs d'État et de gouvernement.

Claude Musavyi reconduit à la présidence

L'un des principaux résultats de cette XVI^e Assemblée est le renouvellement du Comité de suivi de la COING pour la mandature 2026-2028.

Claude Musavyi, de l'Institut Afrique Monde en France, a été élu président pour un mandat complet, après avoir assuré depuis octobre 2025 la présidence de transition de l'organisation. Il sera secondé par Claude Vivier Le Got, de la Fédération européenne de l'éducation (FEDE), élue vice-présidente.

Le nouveau Comité de suivi comprend 12 membres, six femmes et six hommes, représentant dix pays. Cette nouvelle équipe intègre également des représentants d'ONG, qui bénéficient désormais des mêmes droits de participation et de vote que les organisations internationales non gouvernementales.

Le nouveau dispositif de gouvernance

Outre le président et la vice-présidente, plusieurs responsables ont été désignés à la tête des commissions de travail.

Alain Dupuis, de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, et Marie-José Cantier, de l'École des droits humains et de la Terre en France, prennent respectivement la présidence et la vice-présidence de la Commission A.

La Commission B sera conduite par Michel Champredon, de la FERAM en France, et Antoinette Yawavi Mbrou, de Wildaf-AO au Togo.

La Commission C sera dirigée par Carole Houndjo, de Pamoja au Bénin, et André Gervais Komenan, d'AFIDES en Côte d'Ivoire.

À la tête de la Commission D figurent Driss Ajjouti, de l'AMSED au Maroc, et Lalfine Papisy, de Gender Links à Madagascar.

Enfin, la commission transversale « Enjeux globaux » sera placée sous la responsabilité de Maroun Mikhael, du LCCE au Liban, et Marie-Pierre Nyatanyi, de l'ASBL Djaili Mbock en Belgique.

« Écouter, relier, agir, rendre compte »

Cette nouvelle équipe entend inscrire son action autour de quatre principes : écouter, relier, agir et rendre compte. Elle doit notamment présenter, dans les 90 jours, une feuille de route opérationnelle précisant les priorités, les responsabilités, le calendrier et les indicateurs de suivi.

Les discussions de Cotonou ont porté sur plusieurs domaines : paix et démocratie, droits humains, langue française et diversité culturelle, éducation, jeunesse et employabilité, économie, numérique, innovation, développement durable, résilience et gouvernance.

La question de la « diplomatie citoyenne » a également occupé une place importante dans les échanges. Pour les participants, les organisations de la société civile peuvent maintenir le dialogue et les coopérations entre populations et acteurs associatifs, y compris lorsque les relations entre États deviennent plus difficiles.

Les ONG désormais pleinement associées aux décisions

L'Assemblée de Cotonou marque également une évolution dans la gouvernance de la COING. Les ONG et les OING disposent désormais des mêmes droits de participation et de vote, une réforme qui permet notamment aux représentants des ONG de se présenter au Comité de suivi.

Pour la nouvelle direction, l'enjeu est désormais de transformer cette évolution institutionnelle en capacité d'action sur le terrain. La COING souhaite notamment renforcer ses partenariats avec les universités, les collectivités territoriales et les autres réseaux de la société civile francophone. Des accords ont notamment été développés avec le Réseau international des Maisons des Francophonies et l'Université Senghor d'Alexandrie.

De Cotonou à Phnom Penh

Au terme de deux jours de travaux, Cotonou aura donc servi à la fois de cadre au renouvellement de la direction de la COING et à la définition des priorités de la prochaine mandature.

La nouvelle équipe devra désormais transformer les orientations adoptées en actions concrètes et préparer la contribution de la société civile francophone au Sommet de Phnom Penh. Une nouvelle séquence s'ouvre ainsi pour la COING, avec la volonté affichée de passer davantage des recommandations aux initiatives de terrain.

PUBLICITÉ

